

SOCIÉTÉ 91 % des filles et 28 % des garçons ont déjà été victimes de harcèlement sexuel dans la rue

Une étude de l'ONG Plan International révèle l'ampleur du harcèlement sexuel dans les villes. Une réalité qui impacte fortement les jeunes dans leur liberté de mouvement. Et qui démontre que l'arsenal législatif existant n'est pas suffisamment adapté et appliqué, ni suffisant.

FANNY DECLERCQ

Depuis l'introduction de la loi contre le sexisme en 2014, à l'initiative de la ministre de l'Intérieur de l'époque Joëlle Milquet, les agissements répétés à connotation sexuelle ou sexiste dans l'espace public sont punissables d'un emprisonnement d'un mois à un an et/ou d'une amende de 50 à 1.000 euros. « À partir du moment, où dès que vous faites du harcèlement, vous avez une sanction claire, directe et rapide par l'autorité communale, vous allez voir la diminution de ce genre de pratique qui est inacceptable », déclarait Joëlle Milquet.

Sept ans plus tard, une étude de Plan International, réalisée avec l'appui de l'Institut de sondage Dedicated, auprès de 700 jeunes de Bruxelles, Charleroi et Anvers, âgés entre 15 et 24 ans, met en évidence que les comportements et gestes intrusifs dans l'espace public, perçus comme intimidants, irrespectueux ou offensants, sont toujours omniprésents. Peu importe l'âge ou l'identité de genre, le harcèlement sexuel concerne tout le monde : 91 % des filles et 28 % des garçons interrogés en ont déjà subi.

1

Une fille sur trois a déjà subi des attouchements non consentis

Le harcèlement sexuel peut prendre différentes formes, explique Heidy Rombouts, directrice de Plan International. « Notre étude montre que les sifflements (82 %) et les commentaires sexistes sont les types de harcèlement les plus fréquents : plus de 4 filles sur 5 en ont déjà été victimes. Mais cela peut prendre la forme de regards insistants (79 %), de remarques sur l'apparence (62 %), de tentatives d'approches "trop flirteuses" (59 %) et d'attouchements non souhaités, subis par une fille sur trois. Il faut travailler sur la conscience des effets de ce genre de comportement, et réaliser que tout le monde peut en être l'auteur, sans en être toujours conscient. »



En juillet 2012, Sofie Peeters publie son reportage « Femme de la rue », tourné en caméra cachée, dans les rues de Bruxelles. © DR.

2

Le harcèlement sexuel : encore un tabou

Trop peu de jeunes osent parler de ce qui leur arrive. Moins de 1 sur 2 franchit le pas d'en parler à ses amis. Seulement 1 sur 5 à sa famille. Des chiffres encore plus interpellants lorsqu'il s'agit de faire appel à un psychologue (7 %) ou à la police (6 %). Autrement dit, les politiques visant à lutter contre le harcèlement sexuel sont construites sur une fraction des faits réels. Pourtant, plus de 1 jeune sur 5 considère comme « important » le rôle de la police, des caméras ou de la sécurité.

3

Le moment de la journée importe peu

Suite à son premier rapport, Plan International a développé la plateforme numérique « Safer cities » sur laquelle les jeunes entre 15 et 30 ans peuvent identifier et partager les lieux où ils se sentent en insécurité, dans les villes de Bruxelles, Anvers et Charleroi. Avec plus de 2.975 signalements en mai 2021, plusieurs conclusions pouvaient être tirées : si certains moments se détachent comme en soirée (27 % des signalements), la nuit (10 %) ou l'après-midi (24 %), le harcèlement sexuel n'est pas rattaché à un moment spécifique de la journée. Mais les chiffres moins élevés la nuit ou en soirée peuvent aussi s'expliquer par des stratégies d'évitement mises en place par les jeunes.

4

Aucun lieu n'est exempté de harcèlement sexuel

Le harcèlement sexuel des jeunes a lieu tout le temps, et partout. Mais certains endroits ressortent malgré tout des données de la plateforme : plus de 29 % des signalements concernent la rue, 16 % les lieux de loisirs, et 14 % les transports publics. Plus alarmant : plus d'un signalement sur dix concerne le chemin de l'école. « Certaines de nos

suppositions ne sont pas correctes, analyse Heidy Rombouts. Le harcèlement sexuel peut avoir lieu n'importe quand dans la journée, et pas spécialement en soirée ou la nuit comme on le suppose. C'est la même chose pour les endroits : c'est lié aux activités plutôt qu'à la géographie, comme le déplacement domicile école ou travail, et les transports publics. On observe ainsi un plus grand nombre de signalements sur la plateforme à proximité des gares et arrêts de bus. »

5

Le rôle clé des témoins

Les victimes témoignent du manque d'intervention de témoins : 97 % et 91 % des victimes à Anvers et Charleroi n'ont pas été aidées. À Bruxelles, 30 % des victimes ont déclaré que des passants avaient réagi. Une différence qui pourrait s'expliquer par des campagnes de sensibilisation sur le rôle des témoins dans la capitale ces dernières années.

6

Le harcèlement sexuel entrave la liberté de mouvement d'une fille sur deux

Une fille sur deux évite d'aller à certains endroits, ou n'y va jamais seule. Paradoxalement, 25 % des jeunes indiquent que cela arrive tellement souvent qu'ils n'y font même plus attention. La réalité du harcèlement sexuel impacte le quotidien des jeunes, et plus spécifiquement celui des filles. Elles font attention à leur façon de s'habiller, au choix du chemin à prendre, ou ne se rendent pas seules dans certains endroits.

Des données datant de 2019 à 2021 qui démontrent l'ampleur du problème, et qui n'indiquent pas d'évolution positive. Au contraire, la période covid a vu une augmentation des cas de harcèlement sexuel : avec moins de personnes dans les rues, le contrôle social s'est affaibli.

en rue « Ces comportements restreignent la liberté »

REPORTAGE

MATHIEU COLINET

Charleroi, c'est leur ville et à ce titre, ils la connaissent bien. Il y a quelques semaines, Elodie et Anthony, la vingtaine, l'ont arpentée dans le cadre de marches exploratoires mises sur pied par l'ONG Plan International. L'idée sous-jacente à ce genre d'organisations : traverser les quartiers d'une ville avec des jeunes du cru et pointer ce qui fait qu'ils s'y sentent ou non en sécurité. Une démarche qui permet notamment de faire affleurer les expériences de harcèlement de rue et d'en tirer des constats généraux, en particulier sur les éléments à mettre en place pour aménager un espace public plus sûr.

« Là-bas, par exemple, il y a une esplanade de bus, ce n'est pas l'endroit le plus sûr », témoigne Anthony en désignant plusieurs quais disposés en arc de cercle à deux pas de la gare de Charleroi Sud. « Je connais des gens qui s'y sont fait agresser. Sur cette esplanade mais aussi dans la gare et dans ses alentours, cela serait bien d'avoir davantage de surveillance. Des caméras ? Pourquoi pas... Si elles sont visibles, cela peut être dissuasif. »

Elodie quant à elle relève une série d'« angles morts » dans l'agencement de la gare de Charleroi. Autrement dit, des recoins, des renforcements où peut toujours se dissimuler un individu mal intentionné. « En tout cas, on peut toujours le craindre, en particulier lorsqu'on passe le soir dans la gare », affirme-t-elle. « La lumière jaune qui éclaire les tunnels entre les quais n'est pas la mieux choisie non plus. C'est angoissant. »

Deux échevins carolos ont participé aux marches exploratoires. L'occasion pour eux d'écouter le ressenti des jeunes et éventuellement d'en tenir compte. Le référent discrimination et délits de haine de la police de Charleroi était également présent. « Il nous a notamment expliqué que les images des caméras de surveillance étaient conservées 30 jours sur un disque dur. C'est bon à savoir en cas de problème », affirme Anthony.

71

Dans les statistiques policières et judiciaires belges, le harcèlement dans l'espace public reste un phénomène limité. En 2019, seules 71 plaintes ont été déposées... Un chiffre qui sur le terrain n'étonne guère et derrière lequel les spécialistes de la question voient différentes explications : le fait que les victimes ne savent pas qu'elles peuvent porter plainte, le fait qu'elles sont convaincues que les démarches de ce type n'aboutissent pas ou encore le fait qu'elles ne disposent pas selon elles des éléments suffisants pour le faire.